

Charles Michel

«Personne n'a le monopole du diagnostic et de l'ambition climatiques»

D'une pierre, deux coups. Nous avons pu mettre la main sur le Premier ministre et le (nouveau?) président du MR. L'occasion de dresser le bilan de cette coalition, dont la vie n'a pas été de tout repos. Et d'envisager la suite. Climat, PS et Ecolo, fiscalité et budget, mobilité ou voitures de société: suivez le guide.

LES PHRASES CLÉS

«La bataille du climat ne pourra être considérée comme un succès si elle débouche sur un appauvrissement et davantage d'injustice.»

«Pendant longtemps, les partis de gauche ont refusé l'idée d'une baisse de la pression fiscale sur les salaires.»

«Durant quatre ans, la bataille médiatique a été rude. Face à la répétition d'injures et de mensonges, il était difficile d'expliquer notre action.»

INTERVIEW BENOÎT MATHIEU

Ainsi va la vie d'un Premier ministre, tout démissionnaire soit-il. À peine rentré du froid estonien, où il a partagé la tambouille des militaires belges en mission, le voilà à la Chambre, cuisiné sur le potentiel retour de djihadistes belges et sur le mystère du gel des fonds libyens. Tout cela après avoir hérité, dimanche soir et au débotté, de la présidence du MR, lâchée par un Olivier Chastel en partance pour l'Europe. Nous sommes jeudi après-midi, et Bruxelles résonne encore du cri poussé par la jeunesse en faveur du climat, amplifié cette fois par la présence de Greta Thunberg, devenue l'icône de cette génération inquiète pour son avenir, celui de la planète, et ne supportant plus l'immobilisme actuel.

On demande donc à Charles Michel ce qu'il pense de tout cela. Il est comme ça, notre Premier. Parfois un brin professoral. Alors il recadre. Situé dans le contexte. «En la matière, l'ambition de l'Europe est solide. À l'échelle du monde, c'est elle qui porte le débat climatique, alors que certains en sont toujours à remettre en cause le diagnostic.» Ce qui n'est sans doute pas suffisant, confesse-t-il. «La

question est à présent: comment aller plus vite, plus fort, plus loin?» Un pas en avant.

«Tout en protégeant le pouvoir d'achat: cette bataille ne pourra être considérée comme un succès si elle débouche sur un appauvrissement, de la régression sociale et davantage d'injustices.» Un pas sur le côté. Le Premier s'anime, ses mains battent la mesure, ponctuant et accentuant. «Il faut éviter de générer une forme de dumping social à l'intérieur de l'Union européenne.» Dumping social? «Si la Belgique est la première, ou la seule, à prendre certaines mesures, cela risque d'aboutir rapidement à de la destruction d'emplois, et je ne pense pas qu'il s'agit-là du souhait des jeunes. L'économie belge est très ouverte; Bruxelles n'est qu'à un saut de puce d'autres capitales. Voilà pourquoi on ne peut se lancer seuls dans une taxation du kérosène ou du CO₂. Après les attentats à Bruxelles, l'aéroport a été fermé durant quelques jours; notre économie a mis des mois à s'en remettre.»

Vous l'aurez compris. Le credo de Charles Michel est avant tout européen. Europe qu'il appelle à se lancer dans un «green deal». «Depuis des décennies, nous perdons la bataille industrielle. Saisissons l'enjeu climatique et conjugons-le avec une stratégie de relance industrielle verte, porteuse d'innovation et de croissance. J'étais cette semaine en Finlande, où j'ai croisé des étudiants belges qui se penchaient sur le recyclage de vêtements, afin de faire reculer l'impact carbone de cette filière. J'ai également rencontré des chercheurs s'employant à rendre les cellules photovoltaïques plus performantes, parce que captant davantage de lumière. Voilà qui est profondément libéral! L'humanité dispose de suffisamment d'intelligence, de ressources et de volonté pour relever ce défi, qui est celui de notre génération politique.» Petit bonus: cette transition écologique peut même constituer le moteur à même de «relancer et réenchanter le projet européen».

Et la Belgique, là-dedans, que peut-elle faire à son niveau? Charles Michel ne se fait pas prier pour replacer le bilan de son gouvernement, qu'il estime injustement mésestimé. «Nous avons fortement soutenu et développé l'éolien offshore, tout en dotant le pays d'un plan climat et en verdisant la finance via les green bonds. Autant d'exemples concrets que personne ne peut contester! Ces derniers mois, on a entendu tellement d'accusations et d'incantations; moi, je pense déjà à la suite.»

La voiture de société? La faute de la gauche!

Ses priorités? Ne perdant pas le nord, il met en avant le pacte d'investissement qu'il a porté sur les fonts baptismaux, mais qui doit encore déployer ses ailes. «Mobilité et transition énergétique: deux de ses priorités sont intimement liées à l'ambition climatique.

Et une troisième, la digitalisation, peut venir soutenir le tout.» Autre certitude, aligne le Premier: cela passera forcément par la case performance énergétique des bâtiments. «Un bel exemple de stimulation réciproque de l'emploi et de l'investissement.»

La mobilité figure également au rang des incontournables. «On observe un certain basculement des comportements. Il est fini le temps du slogan 'ma voiture, ma liberté'; le choix se porte à présent sur le mode de déplacement le plus adapté. Les progrès technologiques vont nous aider à aller dans ce sens. Je pense aux modèles hybrides, mais aussi partagés, où l'usage prime sur la possession.» Et de citer encore les vélos ou trottinettes électriques – qui pullulent sur les trottoirs encadrant la résidence du Premier.

Et la voiture de société, à laquelle la Belgique s'accroche, malgré ses méfaits évidents et la cohorte de rapports suggérant de s'en passer? Charles Michel saisit une plume, et la passe à son chapeau – même s'il serait plutôt du genre béré. «Via le système 'cash for car', nous avons voulu laisser le libre choix. Nous sommes le premier gouvernement à emprunter cette direction.» Bon, après ça, c'est un bide total. Il sourit. «Cela souligne l'écart qu'il peut y avoir entre l'incantation et la réalité. Pourquoi le succès n'est-il pas au rendez-vous? L'évolution des mentalités doit s'amplifier. Ce n'est pas pour autant qu'il faut abandonner.»

Il y a, aussi, le budget mobilité, qui vient d'être adopté. «Voilà la réalité: encourager les alternatives à la voiture de société. Tout le contraire de ceux qui prétendent supprimer le système d'un claquement de doigts. Ce qui aurait un impact substantiel sur le salaire de nombreuses familles. Parce que oui, la voiture de société est une forme déguisée de salaire. Et vous savez pourquoi? Parce que pendant longtemps, les partis de gauche ont refusé l'idée d'une baisse de la pression fiscale sur les salaires. Ce que nous avons réalisé avec le tax shift.» On vous prévient: la charge n'est pas finie. «Mais à la Chambre, on n'entend que les procureurs et les 'yaka', dont les propositions sont floues, ou mènent à l'appauvrissement de centaines de milliers de foyers. Ce n'est pas ce que je veux!»

«Les investissements ne font pas grève»

Allez, puisque l'on parle mobilité, on glisse ceci. N'était-ce pas un tantinet contre-productif de tailler, à coups de milliards, dans le budget de la SNCB, lorsque l'on souffre tant de congestion automobile? Voire se tirer une balle dans le pied? Charles Michel se redresse. «C'est un sujet intéressant.» Avant d'en venir au fait, il glisse ce chiffre: la SNCB, cela représente 453 euros par an et par contribuable – au MR, on aime bien

«J'ai deux enfants, et un troisième va arriver. Je tiens à être à la hauteur, afin de pouvoir leur assurer un avenir dans un environnement sûr et sain.»

cette unité de mesure. «Des années durant, les responsables politiques ont manqué de courage. Ont choisi de laisser filer les charges de fonctionnement, au détriment d'une politique d'investissement. Par peur de mener les réformes nécessaires et de la réplique syndicale.» Il a cette formule, pour ramasser le tout: «Les investissements ne font pas grève.»

Voilà son bilan ferroviaire, clame le Premier. «Nous avons inversé le raisonnement. Oui, il y a eu une rationalisation et une modernisation. Oui, il reste des efforts à accomplir, en termes de ponctualité ou de propreté. Mais nous avons travaillé sur la productivité. Avons injecté un milliard d'euros dans les caisses du REK, qui étaient vides lorsque je suis arrivé, et relancé les travaux qui étaient à l'arrêt. L'offre de transport a augmenté de 5% et nous avons instauré le service garanti, qui a atteint son objectif? Mais oui, si l'on veut, on peut ressasser en boucle, tel un perroquet, cette histoire de trois milliards...»

Accusations. Incantations. Procureurs. «Yaka». Une petite musique accompagne le discours du Premier. Qui ne doit rien au hasard et qu'il serait difficile de ne pas entendre. La cible? Essentiellement les verts, pardi! Alors on glisse ceci. N'est-il pas

culotté d'accuser Ecolo de récupérer les marches pour le climat, alors que cela fait près de 40 ans qu'il bassine tout le monde avec l'écologie? On peut certes critiquer le programme des verts, mais n'est-ce pas gonflé de leur reprocher de ne guère en avoir et de ne rien proposer?

Être à la hauteur

Pas de quoi ébranler Charles Michel. Qui rétorque ceci. «Personne ne dispose du monopole du diagnostic et de l'ambition climatiques. J'ai deux enfants, et un troisième va arriver. Je tiens à être à la hauteur, afin de pouvoir leur assurer un avenir dans un environnement sûr et sain. Ce n'est pas pour autant qu'il faut tenter de confisquer un mouvement citoyen; cette récupération ne tiendra pas sur la longueur.» Puis, le Premier sort son traditionnel arsenal de chasse. «La réalité impose tout de même de poser quelques constats.» Attention, «point photovoltaïque» en vue. «Que retenir des participations d'Ecolo? La rage taxatrice, avec les écotaxes. Et le hold-up photovoltaïque, soit une dette de plusieurs milliards à charge des générations futures.» Bingo. «Peut-être devraient-ils faire preuve de modestie et tirer les leçons de leurs erreurs.»

Voilà pour le passé. Et pour le programme? «J'ai vu beaucoup d'accusations et d'incantations. Ainsi qu'une résistance à entrer dans les débats de fond. Pendant des

semaines, j'ai été questionné à la Chambre sur le climat. Il y a deux ou trois semaines, j'ai indiqué que j'attendais des propositions concrètes et chiffrées, accompagnées de leur impact économique. Depuis, je n'ai plus été interrogé.»

Quitte à dresser des bilans, on demande au Premier de se pencher sur le sien. Quand il se retourne sur ces quatre dernières années et des poussières, de quoi est-il le plus fier? «De ces 220.000 jobs créés. C'était la promesse numéro un, ainsi qu'une bataille ardue, d'autant plus que nous partions avec un solide handicap salarial. Sur la dernière année, cela fait un peu plus de 44.000 emplois – en guise de comparaison, Wavre compte environ 34.000 âmes. Cette dynamique de soutien à l'emploi a fait passer le taux d'activité au-dessus des 70% et reculer le chômage. C'est très concret, et satisfaisant. Même si ce n'est pas suffisant.»

Au passage, Charles Michel tient à étriller l'opposition et ses lubies de comparaison. «On me reproche des performances moindres que celles de l'Allemagne ou des Pays-Bas. Mais nous n'avons pas été aussi loin dans les réformes. Nous n'avons pas instauré de mini jobs, et plutôt opté pour la formule des flexi-jobs. Nous n'avons pas lié l'âge de la retraite à l'espérance de vie. L'opposition l'aurait-elle souhaité? Je dénonce cette schizophrénie hypocrite et ces leçons émanant de ceux qui ont été ultra-dominants en Wallonie durant trente-cinq ans.» Ah, après Ecolo, c'est au tour du PS. «Durant tout ce temps, ils ont été incapables de mettre en œuvre une solution économique et sociale! Que remarque-t-on? Que c'est là où ils étaient le plus forts que la pauvreté sévit le plus et que les

finances publiques sont les moins bonnes. Et ils nous expliquent qu'il faudrait faire un peu plus de ce qu'ils ont fait et qui a tellement échoué?»

«Un peu d'écume sur l'eau»

Un regret ou un rendez-vous raté, peut-être? «Les regrets, j'essaie d'éviter. Mais oui, ceci: durant quatre ans, la bataille médiatique a été rude. Face à la répétition d'injures et de mensonges, il était difficile d'expliquer le sens de notre action. Qu'importe. Parce que notre bilan est indéniable. Prenez le tax shift, il a dopé le pouvoir d'achat, tout comme la mesure 'zéro coti' a stimulé l'emploi.» Là, c'est le Premier qui parle. «Et à présent, commence la bataille des cent jours, durant lesquels nous mettrons en avant notre projet pour les cinq années à venir.» Et là, c'était le président du MR. À qui l'on demande: comment a-t-il pris le compliment adressé par Theo Francken aux ministres MR, traités de «boulets»? Il hausse les épaules. «Un peu d'écume sur l'eau.»

Ne craint-il pas, cumulant les casquettes de Premier et de président du MR, que le

scrutin de mai 2019 ne vire, côté franco-phonie, à une sorte de référendum «pour ou contre Michel»? Il balaise. «Les citoyens sont suffisamment intelligents pour prendre la mesure de l'importance du vote, qui est un acte pour l'avenir.» De quoi lui permettre de replacer les priorités du MR pour la campagne, qu'il avait déjà énumérées lundi dernier lors de la présentation des têtes de liste.

Du coup, on embraie sur ces listes. Ne manquent-elles pas, pour l'heure, d'un brin de diversité? De femmes? De jeunes? Il réfléchit. «Nous avons voulu présenter toutes les têtes en même temps, former un ensemble cohérent, tandis que les autres partis ont communiqué au cas par cas. C'est sans doute comme cela qu'ils ont pu camoufler ce même déséquilibre. Mais c'est un appel que je veux entendre. Quand je dirigeais le collège communal de Wavre, il y siégeait plus de femmes que d'hommes. Le déploiement qui va suivre montrera cet engagement féministe que je veux porter.» Et de citer le livre d'Alexander De Croo. «Le féminisme est aussi une affaire d'hommes.»

Pour la route, on branche le Premier sur ce qui constitue une des promesses électorales du MR: la fiscalité. «Il faudra une nouvelle réforme, portant sur plusieurs milliards, venant soutenir ceux qui travaillent – en priorité les bas et moyens salaires –, ainsi que ceux qui créent de l'emploi.» Un tax shift bis, en quelque sorte. «Je suis également partisan d'une harmonisation fiscale sur le plan européen. Avec deux enjeux majeurs: l'économie numérique et l'assiette de l'impôt des sociétés.»

On fait mine d'avoir fait le tour, et le Premier bondit. «On va quand même parler du budget, non? Parce que j'ai lu récemment des présentations biaisées.» L'angle d'attaque de Charles Michel est simple: il a hérité d'un déficit nominal de 3,1% du PIB, qu'il a réduit, fin 2018, à 0,8% du PIB. «Ce gouvernement a réalisé un assainissement de dix milliards d'euros, doublé d'une baisse de la pression fiscale. Et ça, ce ne sont pas des projections, mais des réalisations.» On sent que les dernières prévisions du Bureau du plan lui restent en travers de la gorge. 2019 s'achèvera-t-elle sur un déficit à 1,7%, ce qui représente une ardoise de quelque 7,7 milliards? Il parle de «mise en scène spectaculaire» de prévisions «qui ne se réalisent jamais». «Ces quatre dernières années, elles étaient systématiquement bien trop pessimistes.» Et puis, de toute façon, son bilan s'arrête à 2018. «Je me suis battu comme un lion, en décembre, pour conserver une majorité qui nous aurait permis de continuer à faire du monitoring budgétaire en février ou en mars. Mais l'opposition a préféré tirer un trait. Alors on peut me reprocher beaucoup de choses, beaucoup, mais pas tout et n'importe quoi.»

«Ma plus grande fierté? Les 220.000 jobs créés sous ce gouvernement.»

«On peut me reprocher beaucoup de choses, beaucoup, mais pas tout et n'importe quoi.»